MAURICE MOISSONNIER

ALBERT RICHARD

Au moment où s'écroulait l'Empire, Albert Richard n'avait pas encore vingt-cinq ans, mais il était déjà un internationaliste connu, en relations épistolaires avec Varlin, Eugène Dupont, Emile Aubry, André Bastelica, James Guillaume, Sentiñon et Bakounine. Délégué aux congrès de l'A.I.T. à Bruxelles (1868) et Bâle (1869), il avait joué un rôle important dans le développement de la section lyonnaise de l'Internationale. L'aisance de sa parole, la correction de son style avaient contribué à le mettre en vedette et peut-être est-ce là l'une des raisons des poursuites qui sont engagées contre lui en mai 1870. C'était pourtant la période où son rôle personnel – compte tenu de la naissance, en mars 1870, d'une Fédération ouvrière lyonnaise – commençait à décroître. Ce déclassé avait fait d'assez bonnes études chez les Frères des Ecoles Chrétiennes et à la Martinière; soucieux de se démarquer du monde ouvrier dont il est issu, il revendique hautement la qualité de publiciste et n'est pas encore débarrassé de l'inconstance de la jeunesse: des projets romantiques d'émigration aventureuse en Argentine qu'il nourrit avec son ami Bastelica en témoignent. Il porte à Proudhon une vive admiration, subit superficiellement l'influence des idées marxistes transmises par Dupont (certaines formulations, certains raisonnements contenus dans les lettres de ce dernier se retrouvent dans les articles et les discours du jeune leader lyonnais), il montre enfin, à l'égard des «coteries politiques» républicaines libérales ou radicales, une hostilité sans nuances et prône régulièrement l'abstention lors des consultations électorales de 1869-70.

A la veille de la Commune, il subit en priorité l'influence de Bakounine. Dès 1868 il s'est lié au révolutionnaire russe, il contribue à la formation de l'Alliance de la Démocratie Socialiste et figure dans le groupe secret des «intimes» de la Fraternité internationale. C'est la période où le groupe bakouninien pense que la révolution s'identifie au déchaînement des «mauvaises passions». L'essai pratique de cette théorie du coup de force libérateur des énergies latentes des masses a lieu à Lyon, le 28 septembre 1870, avec la prise – pour quelques heures –

de l'Hôtel de Ville par les militants du Comité de Salut de la France et du Comité Central Fédératif.

Albert Richard, plus tard dénoncé comme l'un des responsables de l'échec par Bakounine, semble avoir joué un rôle relativement effacé. Poursuivi, il se cache mais cherche à négocier avec le Procureur de la République et le Garde des Sceaux.[1] Par la suite, pendant son exil, en compagnie de son ami Gaspard Blanc il se met au service d'un «socialisme impérial» auquel il se rallie en dénonçant la trahison des «héros désarçonnés du radicalisme» (document II). Il justifie alors son attitude en faisant formellement référence à l'indifférence de Proudhon à l'égard des formes politiques (document III).

En 1881, de retour dans son pays natal, rédacteur au *Tours-Journal*, il devient à l'occasion des élections législatives candidat du Comité Républicain Démocratique de la première circonscription de Tours (document IV). Dans les conférences qu'il donne par la suite, il expose ses conceptions quant à la marche au socialisme par une voie non-violente et condamne formellement la tactique bakouninienne du «déchaînement des mauvaises passions» (document V). Sa candidature est présentée de nouveau, en août 1883, pour le siège de Tours-centre au conseil général, mais de vives polémiques éclatent alors à propos de son attitude en émigration. Pour se défendre, il expose, dans une série d'articles, un point de vue qui n'a pas varié: il souligne avec vigueur les différences, voire les oppositions entre les options républicaines et les options socialistes, différences et oppositions qu'illustre, selon lui, le drame de la Commune (document VI).

A la suite de cette rentrée politique manquée, Albert Richard est retourné en Italie pendant quelques années. De Turin, où il réside alors, il conserve des relations épistolaires avec des militants lyonnais et stéphanois comme Joseph Le Tessier, Camille Camet et Régis Faure. Ainsi, en 1892, donne-t-il une collaboration épisodique à la *Tribune des Travailleurs* publiée à Saint-Etienne. Sans doute sa vie matérielle est-elle difficile, c'est pourquoi il cherche, en 1889-90, à placer dans la presse Boulangiste sa production littéraire (documents VII); pour la même raison, on le verra, en 1896, entrer en contact avec l'antisémite Drumont, directeur de la *Libre parole* (document VIII).

Son retour définitif en France se situe au début de l'année 1893. Il s'installe cette fois à Paris où il rallie le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire d'Allemane. Cette organisation convient parfaitement à un militant mal dégagé de son bakouninisme passé et resté au fond

[1] Cf. document I en annexe et la réponse d'Andrieux à Richard, publiée par J. Rougerie, «La première Internationale à Lyon (1865-1870)», in: Annali del Istituto Giangiacomo Feltrinelli, t. IV (1961), p. 193.

très attaché aux conceptions proudhoniennes. Il en approuve l'orientation anti-parlementaire et anti-autoritaire, le choix en faveur des luttes syndicales et de l'antimilitarisme, les tendances à un ouvriérisme simplificateur, hostile aux «politiciens», la phraséologie révolutionnaire qui n'exclut pas les démarches réformistes.

A partir de 1898 son rôle au P.O.S.R. s'affirme. Il supplée Allemane pour plusieurs conférences en 1898 et 1899. Au sein de l'Union Fédérative du Centre, la principale fédération régionale du parti, il représente le groupe central du Ve arrondissement de Paris. On l'élit, le 26 décembre 1899, représentant du P.O.S.R. au Comité Général chargé de préparer l'unification socialiste en France. Le premier rapport qu'il présente sur sa mission devant l'Union Fédérative, le 2 janvier 1900, est axé sur le regret qu'au sein du Comité Général, les «socialistes politiques aient la majorité» et que «les syndicats cherchent à entraîner leurs membres vers l'action essentiellement politique». Albert Richard fait ensuite partie des délégations du P.O.S.R. au congrès socialiste international de Paris (23-27 septembre 1900), puis au deuxième congrès général des organisations socialistes françaises, qui se tient, immédiatement après, salle Wagram, du 28 au 30 septembre.

Cette même année, il a rédigé un *Manuel socialiste* qui reçoit, moyennant quelques rectifications, l'approbation de la commission de lecture de son parti. En 1901, dans une brochure intitulée *Le sens du conflit socialiste*, il se montre fidèle à ses méfiances à l'égard d'un parti socialiste qui ne serait «qu'un parti politique». Cette attitude constante, Georges Renard, à propos d'un article que Richard avait proposé à la *Revue Socialiste*, croyait pouvoir l'expliquer ainsi: «Je crains que vous ne donniez trop au mot *politique* le sens vulgaire qu'il a pris déjà du temps de l'Empire où ‹faire de la politique› était l'abomination de la désolation.»[1]

Mais il faut bien vivre. Lorsqu'en 1901 son parti l'oblige à cesser sa collaboration au *Petit Sou* et que la *Petite République* eut refusé de l'engager, Richard, malgré son hostilité de principe aux «saltimbanques républicains», finit par accepter le poste de rédacteur en chef du journal l'*Yonne*, propriété du député radical Albert Gallot. Il lui fallut bien, au prix de nombreux conflits, subir la tutelle d'un politicien rusé et plier devant ses exigences, d'autant plus que Gallot s'était entremis pour faire obtenir en faveur de son fils une situation à Madagascar...

D'Auxerre où il résidait désormais, Richard continua à militer en faveur de l'unité socialiste. En 1905, il adhéra à la S.F.I.O., se lia avec Albert Thomas, mais, à partir de 1907 et jusqu'en 1914, date de son départ du journal, on le voit attaquer dans l'*Yonne* les personnalités

[1] Archives Municipales de Lyon, I[2] 56, lettre n° 355 du 9 août 1897.

socialistes. On retrouve pourtant dans ses papiers déposés aux Archives Municipales de Lyon ses cartes du parti socialiste S.F.I.O. de 1908 et de 1916. En 1917 et 1918, des lettres échangées avec le député J.-B. Lavaud, ex-membre du P.O.S.R. et socialiste d'Union sacrée, laissent deviner chez lui une véritable haine des bolcheviks et de la révolution russe.

Dans le mouvement ouvrier, au plan local surtout, le souvenir des personnalités marquantes joue un rôle non négligeable. Le souvenir de l'action d'Albert Richard dans la région lyonnaise à l'époque de la Commune ne s'est pas éteint facilement et longtemps son nom soulèvera des tempêtes. En 1882 son cas est évoqué lors des discussions qui accompagnent la naissance du P.O.F. à Lyon: on se sert de son exemple pour inciter à la prudence à l'égard de la phraséologie révolutionnaire. Un rapport de police (Arch. Dép. du Rhône, 4 M 2, 22 sept. 1882) signale qu'il est en correspondance avec le tailleur Dupuis, ancien membre de la Fédération Révolutionnaire (anarchiste) de Lyon.

Par la suite, en 1891-92, de violentes discussions ont lieu dans les milieux ouvriers lorsque le journal socialiste lyonnais l'*Action* évoque les fluctuations d'Albert Richard, en particulier dans son numéro du 24 avril 1892: «A Lyon, quel est celui d'entre nous qui n'a pas le souvenir de Gaspard Blanc et d'Albert Richard en 1870-71?» (article intitulé .... «Police Politique».) Deux militants prennent alors sa défense: Joseph Le Tessier (qui abandonnera l'action politique après un bref et tumultueux passage dans les rangs anarchistes) et le guesdiste Camille Camet dont on lira la lettre vibrante envoyée à Richard le 11 septembre 1892 (document IX).

DOCUMENTS

I

A Monsieur Dufaure, Garde des Sceaux
Ministre de la Justice

Genève 12 Mars 1871

Monsieur le Ministre,
Pardonnez-moi de venir vous troubler au milieu de vos préoccupations pour attirer votre attention sur un fait qui me concerne.

D'ailleurs, je ne me serais point permis de vous écrire s'il s'agissait d'un fait personnel ordinaire.

Je suis l'un de ces révolutionnaires socialistes auxquels on a reproché le mouvement lyonnais du 28 septembre. Ce jour-là j'ai cru faire mon devoir, et je crois encore que si nous avions réussi à secouer la France de sa torpeur, nous l'aurions sauvée. La dictature légiférante de M. Gambetta est venue ensuite et la continuation sous la République de l'ancienne centralisation et de l'ancienne discipline impériale ont achevé d'énerver le pays et l'ont livré pieds et poings liés à la Prusse. L'opinion publique le sent si bien qu'elle donne aujourd'hui

raison aux hommes du 28 septembre et le gouvernement actuel n'a point jusqu'ici donné de démenti à l'opinion publique. Il en était ainsi du gouvernement de M. Gambetta qui nous a intenté des poursuites, qui a fait subir quatre mois de prison à plusieurs de mes amis et qui m'a fait traquer par ses agents avec une remarquable ténacité. Obligé de m'enfuir à l'étranger et contraint d'abandonner un projet de formation d'une légion dite des *Voraces de Lyon* j'écrivis à M. Challemel-Lacour, préfet du Rhône et à M. Andrieux, procureur de la République qui me connaissaient, non seulement de nom, mais personnellement, surtout ce dernier, afin d'obtenir un sauf-conduit qui me permît de me rendre à l'armée, sans crainte d'être jeté en prison à mon arrivée. Ce sauf-conduit me fut refusé et le 22 Février dernier, le tribunal correctionnel de Lyon m'a condamné à six mois de prison pour refus de service dans la garde nationale mobilisée.

Je vous expose les faits purement et simplement: ils peuvent se passer de commentaires. C'est pourquoi, Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur de vous demander l'annulation du jugement qui m'a frappé.

Si d'autre part on craint que mon retour à Lyon ne soit le signal d'une nouvelle agitation révolutionnaire, je me permettrai de faire observer à ceux qui auraient cette crainte que je ne suis pas une machine à révolutions, mais un homme de cœur qui a fait ses preuves et qu'en cette qualité, je suis maintenant accablé de tristesse et de découragement.

Ma lettre du 26 Février à la Décentralisation de Lyon[1] a dû édifier le public à cet égard. Je ne renonce cependant pas à mon pays, mais je voudrais, si cela était possible, le servir de loin. Si je n'avais craint de passer pour un chercheur de sinécures comme tant d'autres, j'aurais demandé un consulat en Orient.

Mes études économiques, ma connaissance de l'industrie séricole [sic], mon aptitude pour la langue arabe que j'ai commencé d'apprendre, un goût tout particulier pour l'Orient me l'auraient fait désirer ardemment.

Je n'aborde cette seconde question, quelque importante qu'elle soit pour moi, que d'une manière incidente, comme vous le voyez.

Mon but était de faire appel à votre justice: j'espère qu'il sera entendu et je vous présente mes respectueux hommages.

Albert Richard

publiciste, délégué des ouvriers lyonnais aux Congrès de Bruxelles et de Berne[2] (1868) et de Bâle (1869), président des sections lyonnaises de l'Association Internationale des Travailleurs.

Si Monsieur le Ministre voulait m'honorer d'une réponse, il pourrait l'adresser à mon père, Honoré Richard, teinturier, Quai Serein, 20, qui me la ferait parvenir.

Arch. Dép. du Rhône, Série M,
Notices individuelles, nº 143 (copie)

---

[1] Lettre datée du 20 février publiée dans le journal légitimiste lyonnais La Décentralisation le 2 mars 1871. On y lit: «En ce qui me concerne personnellement, je ne vois aucun inconvénient à ce que l'on conserve l'ordre social actuel. Si les ouvriers se trouvent heureux et libres [...] je n'ai pas le droit de chercher à imposer aux gens la justice sociale puisqu'elle leur déplaît tant. [...] Si l'exploitation de mes idées trouble sans profit la sécurité publique, je suis tout prêt à les refouler en moi.»

[2] Il s'agit du congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté, le 25 septembre 1868, d'où Bakounine et ses amis (dont A. Richard) se retirent avec fracas.

II

UNION FRANÇAISE
DES AMIS DE LA PAIX SOCIALE

A nos Concitoyens:

[...] Vous avez mis votre confiance dans quelques habiles politiques, qui n'ont rien pu et rien su faire de mieux, que d'exalter l'homme qui, après avoir applaudi au sac de l'Archevêché de Paris en 1830, a ordonné les massacres de Lyon en 1834 et a fait fusiller par milliers sans distinction de personnes, d'âge, ni de sexe les vaincus de la Commune en 1871.

C'était logique et il était utile que le parti républicain donnât encore au peuple cette dernière et décisive preuve de son incapacité et de son impossibilité.

Consentirez-vous, maintenant, ouvriers, à entendre un autre langage que celui des héros désarçonnés du radicalisme?

On vous dit que vous devez être républicains: qu'y a-t-il de commun entre les républicains et vous?

Les républicains actuels sont presque tous des théoriciens élevés dans un milieu inconnu aux travailleurs des villes et des campagnes; il n'ont jamais vécu avec les travailleurs, ils ne connaissent point toutes ces souffrances et toutes les privations de chaque jour que votre situation vous impose, ils n'ont pas vu avec leurs yeux, ils n'ont pas senti avec leurs cœurs vos misères et vos peines, ils ont toujours songé à vous utiliser pour arriver au pouvoir; ils ne se sont jamais souciés d'améliorer votre sort.

Les vieux réactionnaires, les partisans des idées renversées en 89, qui ferment les yeux sur leurs propres vices pour vous insulter et vous calomnier, ont au moins le mérite de la franchise. Les républicains ont un vice de plus, l'hypocrisie. [...]

Non, les républicains ne sont pas socialistes, non, ils ne sont pas internationaux. Ils sont plus réactionnaires que tous ces messieurs les souteneurs du droit divin de la royauté parlementaire et des dynasties sans principes et sans but social, seulement ils le sont plus adroitement et leur tartuferie est à la hauteur du cynisme aristocratique.

L'histoire de nos révolutions passées a pu faire confondre momentanément les aspirations populaires et les comédies parlementaires jouées par des arlequins plus ou moins ridicules: aujourd'hui que les faits ont parlé avec tant de force, il n'y a plus à se tromper: **les républicains ne peuvent plus être socialistes et les socialistes ne peuvent plus être républicains.**

La place des républicains est aux côtés de MM. Thiers, Dufaure, de Rémusat et autres: si les uns abandonnent quelquefois les autres, c'est que leur intérêt personnel les y pousse: ils n'en sont et n'en resteront pas moins les mêmes hommes. [...]

Travailleurs des sociétés ouvrières de France, qui avez été nos amis et nos compagnons de luttes et d'espérances, vous qui avez été tant de fois déçus, ne le soyez pas encore une fois; souvenez-vous de 1834, souvenez-vous des journées de juin 1848, souvenez-vous de la Commune!

La république démocratique et sociale était une utopie de notre jeunesse et de notre inexpérience, celle qui reste et celle que désirent les radicaux, c'est la république individualiste, qui laisse la société à ses vices et à ses antagonismes, c'est la république qui chez les anciens protégeait l'esclavage, qui au moyen-âge défendait l'aristocratie et qui aujourd'hui consacre à jamais, au nom de la loi et de l'ordre, l'inégalité sociale, les douleurs, les gémissements et les abaissements du prolétariat. Arrière à ce régime de mensonge et d'iniquité! [...]

Entre la réaction politique et religieuse des royalistes qui veut annuler vos droits civils et politiques et la réaction économique et sociale des républicains, qui veut sanctionner au nom de la loi et d'un masque de liberté votre asservissement éternel à la suprématie du capital, il vous est impossible de choisir. En présence de ces vérités toujours grandissantes devant nos yeux que devaient faire les socialistes? Propager des utopies, attendre des révolutions? Après ce qui vient de se passer, ce serait un crime. [...]

Le peuple attend des hommes qui penseront à réclamer pour lui les améliorations pratiques [...] Les paysans attendent un régime d'ordre et de paix, qui leur permette de s'adonner au travail sans craindre de nouveaux troubles; la bourgeoisie intelligente attend qu'on la rassure sur ses droits actuels, au nom du peuple, pour pouvoir prendre sans danger sa part de l'œuvre de régénération de la France.

Voilà pourquoi nous sommes impérialistes.

[...] l'Empire ne peut être grand, que par l'adjonction de toutes les énergies et de toutes les forces de la France contemporaine, et non par l'attitude rétrograde ou par les concessions parlementaires chères à quelques-uns. [...] l'Empire seul, l'Empire autoritaire, mais démocratique et populaire; l'Empire défenseur inébranlable de l'ordre absolu, mais représentant de l'idée française; l'Empire débarrassé de ses ennemis politiques et investi par la volonté nationale et par le sentiment des masses laborieuses, de la puissance morale qui lui a trop souvent manqué, peut seul diriger et favoriser le progrès économique rationnel et la réconciliation, sur ce terrain de Justice, de toutes les classes de la nation. [...]

En dépit de tous les raisonnements usés des exploiteurs du peuple, c'est la seule voie au bout de laquelle soit le salut.

Les ouvriers et les bourgeois commencent enfin à le comprendre: qu'ils aient confiance dans leurs propres forces, qu'ils sachent triompher des mauvaises influences et s'élever vigoureusement au-dessus des trompeurs et des sophistes de tous les partis.

Le vrai Empire, l'Empire du peuple, l'Empire du progrès leur appartient et la France sera régénérée. [...]

Tous les efforts faits depuis plus de deux ans par les réactionnaires et par les républicains pour constituer un gouvernement anti-national, sont restés infructueux. Cette incurable impuissance apparaît aujourd'hui avec plus d'évidence que jamais. On peut le dire avec certitude:

L'Empire est fait!

Rien au monde ne saurait plus retarder son avènement.

Il n'a pas seulement pour lui la logique historique mais encore l'estime et la sympathie de l'armée, enfin la conscience populaire, que les républicains ne peuvent plus exploiter.

L'armée, ce sanctuaire où se sont réfugiés l'honneur et la gloire de la France, l'armée avec ses chefs et ses soldats, qui ont fait autre chose que des discours pour défendre le territoire national; l'armée parfois mal employée par les républicains, mais toujours dévouée et courageuse; le peuple expérimenté et connaissant mieux ses intérêts: voilà l'avenir! [...]

Le 1er janvier 1873. La direction de l'**Union Française**

Extraits

III

AUX TRAVAILLEURS LYONNAIS

[...] **Je n'ai jamais été ni bonapartiste, ni masqué,** comme on m'en accuse, j'ai toujours dit bien haut ma façon de penser et j'ai toujours été avant tout démocrate-socialiste.

Je ne veux pas raviver les haines, mais il m'est bien permis de constater, qu'après l'épouvantable répression dont nous avons été victimes en 1871, nous avions le droit de chercher partout des alliances et des points d'appui contre le gouvernement de M. Thiers. Nous avons conclu une **alliance stratégique,** dont nous avons les preuves avec le parti de l'Empire, du vivant de Napoléon III, comme les républicains de l'Assemblée en ont fait une avec les orléanistes, pour voter la Constitution du 25 février 1875, comme ils en ont fait une autre avec les légitimistes, lors de l'élection des sénateurs inamovibles.

Nous avons modifié notre attitude, comme M. Thiers l'a fait tant de fois. Nous avons profité des circonstances comme Proudhon voulait qu'on fît. **Mais nos principes sont restés tout entiers, avec notre dignité et notre indépendance.** [...]

Si le bonapartisme déjà gangrené dans tous ses membres a voulu se putréfier tout-à-fait, cela n'a rien de commun avec notre action socialiste-impérialiste qui du reste, n'a pas survécu aux causes qui l'avaient fait naître.

Le concert de calomnies qui s'est élevé contre nous du camp de la réaction républicaine ne prouve rien. La rage de nos adversaires égale leur impuissance. Où étaient donc tous ces démocrates de contrebande, tous ces prétendus républicains, qui sortent maintenant on ne sait d'où, quand de 1865 à 1870, nous étions presque seuls à lutter ouvertement contre l'Empire, qui nous poursuivait et nous jetait en prison? Où étaient-ils, lorsque nous protestions contre la guerre? Où étaient-ils lorsque nous organisions vos associations ouvrières?

Tremblants de peur lorsque l'Empire était debout, ils n'ont osé l'attaquer que lorsqu'il a été par terre.

Travailleurs, la réaction aujourd'hui est obligée de se républicaniser, elle change d'étiquette, mais elle reste la même au fond, **méfiez-vous.**

Pour nous, nous n'amènerons pas plus notre pavillon devant la République libérale ou radicale, que nous ne l'avons amené devant l'Empire et devant la République réactionnaire. [...]

26 février 1876. ALBERT RICHARD.

Extrait

IV

COMITÉ RÉPUBLICAIN-DÉMOCRATIQUE & SOCIAL
de la Ière Circonscription de TOURS

[...] A l'œuvre, Citoyens, sachez lutter avec énergie et avec intelligence pour votre avenir et celui de vos enfants. Pas d'abstentions!

PROGRAMME ADOPTÉ PAR LE COMITÉ

1) Liberté absolue de la presse, de réunion et d'association.
2) Suppression du Sénat.
3) Séparation de l'Eglise et de l'Etat. Réorganisation de la magistrature; la Justice rendue gratuitement.

4) Transportation de tous les récidivistes ayant subi plus de deux condamnations pour crimes et délits de droits communs [sic].
5) Suppression progressive des impôts indirects; leur remplacement par la capitation et l'impôt unique sur le revenu ou sur le capital.
6) Création d'une Caisse de retraites pour les invalides du travail.
7) Instruction gratuite et laïque à tous les degrés: instruction primaire obligatoire: Instruction supérieure rendue accessible à tous après examen, par l'entretien des élèves aux frais de l'Etat.
8) Obtention des places ou emplois après concours seulement.
9) Service militaire de même durée, obligatoire pour tous les Français.
10) Revision du Code: Abrogation de toutes les lois restrictives de la liberté.
11) Suppression du cumul des fonctions et des sinécures.
12) Abandon par l'élu du dixième de son traitement pour les frais d'élections, et obligation pour lui de rendre compte de son mandat, au moins une fois par an.
13) Publicité des conseils municipaux.
14) Etablissement d'une constitution sociale formée des quatre institutions suivantes:

 1) Loi permettant l'organisation juridique des associations industrielles, agricoles ou chambres syndicales et leur donnant droit d'ester en justice, le droit de devenir propriétaire collectivement et de faire avec les intéressés des contrats ayant force de loi.
 2) Création dans chaque département d'une Chambre des intérêts économiques.
 3) Fondation de tribunaux sociaux, pour faire respecter les contrats passés entre les travailleurs et les capitalistes.
 4) Fondation d'une Banque sociale ou Banque de travail, alimentée et gérée par l'Etat et ayant pour but de prêter aux associations mentionnées dans le 1er paragraphe, de donner du travail en cas de chômage, et en général de venir en aide à l'industrie et à l'agriculture frappées par des fléaux ou par des crises économiques.

Extrait

V

La politique socialiste et le devoir actuel de la République

[...] Cet entêtement extraordinaire, incroyable, abusif d'une grande portion du parti républicain à combattre la réforme sociale, il faut qu'il cède à une appréciation plus judicieuse et plus démocratique de nos droits et de nos besoins. Il faut couper ces excroissances malsaines que la corruption moderne a fait pousser depuis 1848 sur l'arbre de la République. Si l'on fait des compromis, des transactions, il ne faut pas les faire contre l'intérêt du peuple; si l'on fait de l'opportunisme, il ne faut pas que ce soit à nos dépens. La liberté peut accepter des procédés stratégiques, mais son des subterfuges.

La Révolution nous a clairement montré le but. Nous voulons l'affranchissement intégral, politique, philosophique et social de l'être humain: nul de nous n'a le droit de morceler ce programme que nos pères ont scellé de leur sang. Nous ne pouvons pas faire à la démocratie une nouvelle route, conduisant vers un repos prématuré, au sein de l'inégalité et de l'insolidarité. [...]

Nous sommes faibles dit-on? Ne vous y fiez pas messieurs nos adversaires et pendant que nous vous proposons la paix profitez en. Nous étions bien faibles en 1871 et peu s'en est fallu que cette faiblesse ne triomphât de votre force. **Ce n'est**

pas la réaction, ce n'est même pas la bourgeoisie qui ont vaincu le socialisme en 1871, c'est le parti républicain lui-même, qui, suivant les errements de 1848 et subissant l'influence de ceux qui rêvaient d'en faire une oligarchie, a frappé les siens et mis son VETO sur la réforme sociale. La faiblesse du peuple, il ne faut jamais y croire, le peuple est fort à son heure, quand il ne compte que sur lui et non sur des parjures.

[...] Il faut tout attendre du développement de la démocratie, parce que ce développement sera aussi celui de la raison, mais il ne faut pas avoir une confiance aveugle dans l'esprit révolutionnaire. Partout il y a du bien et du mal, s'il y a des mauvaises passions en haut, il y en a aussi en bas et je ne vois pas ce que nous gagnerions à refréner les unes pour déchaîner les autres. Ceux qui parlent avec une si déplorable facilité de guerres civiles et de bouleversements sans se préoccuper auparavant du point où en est le mouvement des idées, de l'état réel des esprits et par conséquent de l'opinion et de la volonté de la majorité me paraissent de bien tristes réformateurs. Nos traditions politiques, sociales et juridiques leur sont complètement inconnues, ou bien ils n'en font aucun cas, ce qui revient au même, et quand ils paraissent croire que les masses, tout imprégnées de ces traditions, les abandonnent pour se placer au delà, sur un terrain extérieur, où les conduira tout à coup une éthique nouvelle, sortie d'on ne sait où, ils se trompent lourdement.

L'axe d'une société ne se déplace pas ainsi.

Pour réussir, il faut rester dans notre orbite sociale, il faut simplement tirer de notre situation toutes les conséquences démocratiques qu'elle comporte.

[...] C'est à cette dernière entreprise que se dévouent les socialistes constructeurs et qu'ils convient toutes les classes de la société. Et ce faisant, ils accomplissent une œuvre d'ordre autant que de réformation.

Oui, nous sommes des hommes d'ordre, je le dis bien haut et c'est pour l'établissement et pour la conservation de cet ordre qui doit bientôt apparaître, parce qu'il ralliera tous les honnêtes gens, qu'une autorité démocratique sera encore nécessaire.

L'autorité dans une république démocratique n'est pas autre chose que le bras de la loi et la sauvegarde de tous: elle est le côté d'un angle dont la liberté est l'autre et le point de rencontre est la justice. En l'Etat nous pouvons aspirer à une Constitution sociale étendant et achevant la révolution commencée par nos constitutions politiques, mais nous ne pouvons pas encore avoir ni dans la nature humaine, ni dans les éléments sociaux contemporains, une confiance qui nous permette de tout livrer au hasard.

Extraits d'un discours prononcé par
Albert Richard le 20 novembre 1881
dans la salle du Cirque à Tours,
Tours, imp. E. Arrault et Cie
Arch. Mun. de Lyon, I2 56A, pièce 21

VI

La République des histrions et la République du Peuple

[...] Des farceurs me reprochent d'avoir attaqué la République en 1872, d'avoir renié la République des égorgeurs et des affameurs. Oui, je l'ai reniée. Je ne suis pas, moi, de ceux qui tendent la joue droite quand ils ont reçu un soufflet sur la joue gauche. La démocratie française a été trahie par des pantins qui se sont mis plus ou moins directement à la remorque de l'ignoble Thiers. Quant à ceux qui

mettent la question politique au-dessus de la question sociale, je veux croire qu'ils ne font que se tromper, mais leur erreur est de celles qui endorment les peuples, qui les empoisonnent et qui les perdent.

Un gouvernement qui n'a pas pour but la réforme sociale est un gouvernement réactionnaire, quel que soit le titre qu'il porte. Un socialiste n'est jamais tenu de respecter un pareil gouvernement. S'il redevenait impossible, insensé, chimérique d'espérer l'avènement d'une République démocratique et sociale, je ne serais pas plus républicain que monarchiste, je serais socialiste sans épithète, tout simplement. [...] Ne croyez pas cependant que vous m'avez assommé parce que vous avez découvert ce que tout le monde savait déjà. J'ai usé les dents et le venin de vipères autrement fortes que vous. Votre patron[1] qui vient de mourir avait juré de nous faire disparaître, il l'avait fait afficher sur les murs de Lyon. Vous voyez cependant que c'est lui qui a disparu et que nous sommes encore là. Nous sommes revenus à l'espérance républicaine, non pas parce que les vôtres ont plus ou moins perfectionné la République bourgeoise, mais au contraire, parce qu'ils n'ont pas réussi à la perfectionner et que le peuple ne s'est laissé prendre à vos amorces. Le peuple est socialiste aujourd'hui, non seulement d'instinct, comme autrefois, mais pertinemment, en pleine connaissance de cause. La République démocratique et sociale est à l'horizon. C'est pour cela que je suis républicain et pas pour autre chose. [...]

Albert Richard

Extrait d'un éditorial de
Tours-Journal, 1er février 1883

VII

LES LIAISONS BOULANGISTES

Hôtel de la Pomme d'or
Jersey
Saint-Hélier le 9 Janvier 1890

Monsieur

Je reçois aujourd'hui votre lettre du 7 Janvier, mais je ne me souviens pas avoir vu la précédente dont vous parlez.

Veuillez la renouveler je me ferai un plaisir de vous répondre.

Recevez monsieur l'assurance de mes meilleurs sentiments

Gal Boulanger

174 rue de la Pompe
Paris le 8 Février 1890

Cher Monsieur,

J'ai lu avec grand plaisir votre ode à la République; le vers est sonore le plan général excellent et l'idée bien soutenue. C'est vous dire que j'aurais été heureux d'obtenir que l'on reproduisît cette pièce dans les journaux du parti, mais en ce moment, comme presque toujours d'ailleurs tout est sacrifié à la politique courante, les événements vont vite et la presse a fort à faire pour noter au passage

[1] Il s'agit de Gambetta.

les variations imprévues du kaléïdoscope social. Dans ce milieu spécial la littérature n'est guère à l'aise et la poésie ne trouve plus de place.

Partout la même réponse m'est faite: «Très bien, cette pièce, mais nous ne pouvons vraiment pas l'insérer. Ça créerait un précédent et nous serions débordés.»

Et voici pourquoi, malgré tout mon désir de vous être agréable, je n'ai pas réussi à faire publier votre œuvre.

Je la garde cependant et s'il se présente une occasion de la faire passer un jour ou l'autre, je m'emploierai de tout cœur à lui obtenir une place.

Veuillez agréer, cher Monsieur, l'assurance de mes meilleurs sentiments

L. Millevoye[1]

Arch. Mun. de Lyon, I² 56, pièces 310 et 311

VIII

La libre parole [en-tête]

4 octobre 1896

Monsieur et cher confrère

Votre lettre me trouve à la campagne et il ne me sera possible de vous donner rendez-vous qu'à mon retour à Paris. Je suis très heureux de me trouver en conformité de vues avec vous à propos de ces pauvres canuts de Lyon.

Le roman dont vous me parlez pourrait être intéressant, mais il faudrait qu'en [mot illisible] des théories il [mot illisible] dramatique et mouvementé que demande le lecteur. Portez-le si vous voulez, de ma part à M. Monnier, notre secrétaire de rédaction, et je vous promet [sic] que votre œuvre sera lue avec attention.

Veuillez agréer, monsieur et cher confrère l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Edouard Drumont

Arch. Mun. de Lyon, I² 56, pièce 349

IX

CAMILLE CAMET A ALBERT RICHARD

Lyon, le 12 Septembre 1892

Mon cher,

Il y a 22 ans tu revenais de Paris ayant accompli un mandat confié dans une réunion de la Rotonde[2] et ne rapportais de la Capitale que ta personne et ton co-délégué Andrieux la place de Procureur de la République.

L'un s'était borné à voir les collègues de l'Internationale et l'autre à se battre les flancs dans les antichambres gouvernementales.

[1] Dès le mois d'août 1889, Richard était entré en contact avec Millevoye, cf. Arch. Mun. de Lyon, I² 56B, pièce 308.

[2] Le 8 septembre 1870, salle de la Rotonde, une réunion populaire désigne une délégation chargée de se rendre à Paris pour stimuler le gouvernement de la Défense nationale et exposer les revendications des révolutionnaires lyonnais. Elle est composée d'Albert Richard, de Jaclard et de Louis Andrieux, le futur préfet de police de Paris.

Il y a eu hier 8 jours, à Minuit, sortant d'une réunion en compagnie de ma femme, je lui disais il y a 22 ans aujourd'hui qu'en compagnie de quelques copains j'accompagnais un camarade vers le Pont Lafeuillée, sortant du Conseil Local Lyonnais, mais non de l'Int. mais du Parti Ouvrier. Les dates se suivent et il est toujours heureux de se rappeler les heures de combat. Il y a 22 ans nous songions malgré les avances de la bourgeoisie à la renverser ou plutôt à ne pas accepter ses offres, aujourd'hui nous songeons à combattre cette bourgeoisie et à abattre le masque qu'à l'époque sus-nommée elle se couvrait déjà: Hommes de combat nous étions alors; sentinelles avancées nous sommes aujourd'hui.

Il y a 22 ans nous combattions sous le pli ouvert de l'Int. aujourd'hui nous sommes obligés de voiler notre drapeau (même pour nos collègues) et de combattre le Capital.

Nos sentiments n'ont pas changé, les années sont venues. Fous! on nous appelait alors; insensés! certains nous appellent aujourd'hui.

En 69 revenant du Congrès tu nous as apporté la Propriété Collective: Le Parti Ouvrier Marxiste auquel j'ai l'honneur d'appartenir, et où, après mûres réflexions je suis rentré, n'a fait que perfectionner ce que vous avez ébauché.

J'avais 18 ans quand tu revins de Bâle, j'en ai 42 à présent, ennemi de la Propriété tu m'as fait. Merci! car Communiste je suis resté.

Je me sers de l'Action Electorale, je crois et j'ai la conviction que malgré les déboires qui nous arrivent, en période électorale (je ne cherche pas le but) on peut faire de la propagande et se servir du suffrage universel non pour abattre le bourgeois mais pour prouver à nos ennemis que sur ce terrain, nous sommes capables de préparer nos bataillons.

Ceci dit je remercie le camarade Le Tessier de m'avoir donné ton adresse. Je ne l'ai eue que dimanche 4 Août. L'ami Farjat[1] auquel j'avais donné ta lettre, l'ayant perdue, sans cela je l'aurais écrite plus tôt.

Comptant te trouver en disposition de combat, reçois cher ami

l'accolade fraternelle de
Camille Camet

C. Camet: bd. de la Cx-Rousse 137 (Lyon)

Arch. Mun. de Lyon, I² 56ᴮ, pièce 324

[1] Sans doute Gabriel Farjat, leader du P.O.F., à Lyon. Son frère Adrien animait le parti blanquiste.